



1. De l'introduction

Au courant du mois d'octobre, les habitants du village Kazembe /gare, sont montés au créneau pour fustiger les actions qu'ils qualifient de cavalières que mènent les entreprises Gécamines /Imani et LCS tenues par les sujets chinois lesquelles ont spolié leurs champs, principale source de revenus de la population autochtone. Ce rapport revient sur les entretiens menés par la délégation des ong Espoir et Amis d'Obama et la Commission nationale des droits du Lualaba avec les habitants de ce village.

2. Des Faits

Kazembe /gare compte environ cinq milles habitants. Le village longe la nationale N°39 à plus ou moins 20km du centre-ville de Kolwezi, dans le territoire de Mutshatsha, groupement Mwanfwe dans le secteur de LUILU dans la province du LUALABA.

Les entreprises extractives détenus par des sujets chinois (Gécamines /Imani et LCS) en s'installant dans le village ont détruit les champs de cette population en érigeant des routes, usines. Dans leurs activités, ces entreprises ont bloqué l'eau de la rivière Mukuwiji empêchant ainsi son cours normal ; conséquence : plusieurs champs ont été inondés et toutes les cultures détériorées. Des barrières ont été érigées empêchant les paysans d'accéder à leurs champs depuis 5 mois déjà. Aucune consultation avec la population n'a eu lieu ; tous les efforts de la communauté pour un dialogue avec les investisseurs n'ont pas abouti.

Une délégation composée des membres du Cadre de concertation de la Société civile et la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a été dépêchée sur place ; malheureusement aucune entreprise n'a accepté une quelconque visite sur le site.

Les communautés qui dépendent exclusivement de l'agriculture et dont le quotidien est déjà précaire, seraient heureuses de relever leur niveau de vie avec l'arrivée d'investisseurs grâce à l'accès à l'emploi ; mais aucun habitant du village n'est engagé.

Les enfants pour la plupart ne peuvent pas aller à l'école car leurs parents dépourvus de leurs champs ; seul moyen de subsistance, n'ont pas d'argent.

Tout ça a des répercussions négatives sur la vie des villageois entre autre la scolarité des enfants en âge scolaire, la prise en charge des soins médicaux...

A l'ère où la République démocratique du Congo notre pays se meut pour améliorer les conditions de vie des populations, 10 mois seulement après promulgation du nouveau code minier et ses mesures d'application, se rappelant que lors de la 3^{ème} conférence nationale

minière le Président de la République a exigé que le code minier soit respecté en toutes ses dispositions, les entreprises minières installées au village Kazembe ne semblent pas disposées de respecter les textes légaux.



Fait à Kolwezi, le 08/04/2019

LAMEKI WA LAMEKI Mike
Coordonnateur